



Communiqué de presse

Paris, le 9 décembre 2021

LES OUBLIÉS DU DROIT D'ASILE

Face à la dégradation de la situation des personnes exilées à Paris, 9 associations dévoilent un [rapport d'enquête](#) alarmant qui documente leurs conditions de vie et leur accès aux droits et aux services. Cet état des lieux confirme la complexité du dispositif d'accueil mis en place, les conditions précaires qui en découlent et la difficulté des associations à répondre seules aux besoins. C'est pourquoi nous, associations, formulons des [recommandations](#) concrètes dans une perspective d'amélioration des conditions d'accueil.

Réalisée en juin 2021, l'enquête s'est tenue au sein de 5 structures d'accueil parisiennes. Sur les 700 hommes isolés exilés fréquentant quotidiennement ces lieux, plus de 500 d'entre eux ont répondu au questionnaire (525) et 95 ont participé à un entretien. Si les exilés interrogés relèvent de différents statuts (primo-arrivants, demandeurs d'asile, déboutés, bénéficiaires de la protection internationale), l'analyse des nombreuses étapes de leurs parcours révèle des trajectoires résidentielles fragmentées et une précarité globale.

L'Île-de-France, région la plus sollicitée par les procédures de demande d'asile, est marquée par un sous-dimensionnement de l'offre d'hébergement des personnes exilées. Cette tendance marque d'autant plus les personnes fréquentant les structures d'accueil pour qui le passage à la rue est quasi systématique. 96% des personnes reçues en entretien affirment avoir déjà dormi à la rue ou en squat. Sur l'ensemble des demandeurs d'asile interrogés, 53% ne sont pas hébergés au moment de l'enquête, 80% déclarent n'avoir aucune ressource, et 54% sont en situation de faim modérée à sévère.

L'enquête révèle également que le manque d'informations claires entraîne une incompréhension du système d'accueil et précarise ceux qui souhaitent demander l'asile. Parmi les 95 personnes reçues en entretien, 82% déclarent ne pas parler français, 65% ne pas avoir accès à internet et 24% ne pas avoir de téléphone portable à leur arrivée en France. Le défaut d'accessibilité de l'information officielle touche la plupart des personnes interrogées, celles-ci n'étant accessibles que par téléphone ou sur internet, et essentiellement en français.

L'apprentissage du français apparaît comme le premier besoin exprimé par les demandeurs d'asile répondants, puisque 58% d'entre eux déclarent vouloir suivre des cours, tandis que le système français en prévoit uniquement pour les personnes bénéficiaires de la protection internationale.

L'accès aux services d'hygiène et aux dispositifs de suivi médical est aussi au cœur des préoccupations puisque 19% des répondants estiment ne pas avoir un accès suffisant à la douche et 40% expriment le besoin d'un suivi médical. La souffrance psychologique est également abordée par de nombreuses personnes lors des entretiens qualitatifs.



L'enquête montre que la situation de précarité des exilés perdure même après l'obtention du statut de réfugié. En effet, 20% des personnes interrogées bénéficient de la protection internationale et fréquentent toujours les accueils de jour. Si 47% d'entre eux ont obtenu la protection depuis plus d'un an, 32% vivent toujours à la rue ou en squat et 32% n'ont aucune ressource.

À la lumière de ces données, les associations formulent une série de recommandations visant à un changement de cadre réglementaire, ou de pratique, pour mieux couvrir les besoins des personnes, et ce, de manière digne. Nos associations s'engagent à être pleinement actrices de ces recommandations et souhaitent en premier lieu qu'un comité de pilotage, réunissant l'Etat, les collectivités et les associations, puisse être mis en place autour de la question de l'accueil et des conditions de vie des personnes exilées en France.

Une [vidéo](#) a été réalisée dans le but de présenter la dynamique inter-associative et les principaux résultats du rapport.

Associations signataires du communiqué de presse :

Action Contre la Faim

Emmaüs Solidarités

Fédération des Acteurs de la Solidarité Ile-de-France

Fondation Armée du Salut

France Horizon

Samusocial de Paris

Secours Catholique - CEDRE

Watizat



Contacts presse

Coraline LEGUAY – Action contre la Faim : 07 89 31 55 58 / cleguay@actioncontrelafaim.org

Laura BORREGO - EMMAÜS Solidarité : 07 81 09 89 92 / lborrow@emmaus.asso.fr

Clotilde HOPPE - FAS Ile de France: 01 43 15 13 93/ clotilde.hoppe@federationsolidarite-idf.org

Maxime KLETHI – Fondation de l'Armée du Salut : 06 23 19 33 01 / maxime.klethi@armedusalut.fr

Marin MARX-GANDEBEUF - Watizat : 06 52 92 63 78 / marin@watizat.org